

La France Insoumise n'est pas d'extrême gauche, on vous explique pourquoi

11 février 2026 [Extrême droite](#), [Gouvernement](#)

Désintox : ce n'est pas LFI qui s'est «radicalisée», c'est tout l'échiquier politique qui s'est droitisé (*ndlr : extrême droitisé*)

C'est officiel : le Ministère de l'Intérieur a publié le 2 février une circulaire visant à classer La France Insoumise comme étant un parti «d'extrême gauche» avant les élections municipales. Jusqu'ici, il était classé à «gauche». C'est un scoop : plus de 7 millions de personnes auraient donc voté pour l'extrême gauche en France en 2022, et plusieurs villes s'apprêtent à basculer à «l'extrême gauche».

Selon cette classification la gauche révolutionnaire n'aurait donc jamais été aussi puissante dans l'histoire ! Trêve de plaisanterie : la France Insoumise a annoncé déposer un recours devant le Conseil d'État, et réfute évidemment ce classement, comme toute personne sensée. En réalité, cette opération vise à diaboliser le plus grand parti de gauche, à le mettre en équivalence avec l'extrême droite, et surtout à tirer tout l'échiquier politique français vers la droite. Car si un parti politique dont le programme est grosso modo celui du Parti Socialiste des années 1980 est «d'extrême gauche», alors comment qualifier les idées anticapitalistes ?

Une obsession qui dure depuis des années

Cette nouvelle classification est l'aboutissement de campagnes menées depuis des années dans les médias et au sein du gouvernement. L'an dernier, plusieurs livres à grand tirage ont été exclusivement consacrés à diffamer la France Insoumise, notamment le célèbre torchon La Meute, qui a bénéficié d'une promotion délirante pendant des mois. En parallèle, le mouvement est traité de tous les noms : antisémite, radical, anti-républicain voire même complice du terrorisme. Des députés appellent à dissoudre la France Insoumise, d'autres les injurient sur les

plateaux télé. Le mouvement de Mélenchon est le nouveau diable, le grand défouloir de la caste médiatique.

Et cela ne date pas d'hier. Le 13 juin 2022, Gérard Darmanin tweetait par exemple, lors des élections législatives : «Dimanche prochain, mobilisez-vous contre l'extrême gauche qui veut moins de sécurité et plus d'impôts» en parlant de l'alliance comprenant LFI. Au même moment, la ministre macroniste Amélie de Montchalin hurlait sur Cnews : «J'ai peur pour mon pays ! Ce sera le chaos» si la NUPES obtient une majorité. Elle concluait : «Il faut faire barrage aux anarchistes d'extrême gauche». Vous avez bien lu.

En réalité, tout ce qui n'est pas pro-police, pro-Israël et ultra-libéral est désormais classé à l'extrême gauche dans le pays de Bolloré. L'an dernier, un grand débat agitait les médias à propos de la «taxe Zucman», du nom d'un économiste. On était très loin d'un projet révolutionnaire, de l'égalité ou même du socialisme rose pâle : il s'agit d'une taxe de 2% pour les foyers fiscaux disposant de plus de 100 millions d'euros de patrimoine. Un grain de poussière qui ne concernerait qu'une poignée de familles richissimes. Pourtant, Bernard Arnault qualifiait Zucman d'agitateur d'extrême gauche.

De même, émettre le début d'une minuscule objection sur les violences policières de plus en plus atroces est considéré comme «d'extrême gauche». Tout comme être antifasciste : le mot est désormais une insulte dans les médias, synonyme de radicalité et d'extrémisme... alors qu'en principe, toutes les personnes qui ne sont pas fascistes devraient être antifascistes. Mais revenons aux fondamentaux.

C'est quoi la gauche ?

La gauche, c'est l'héritage de la Révolution Française, et en particulier de la tendance la plus avancée de la Révolution, qu'on appelait «la Montagne» sous la Convention (1792-1795), qui comptait notamment le célèbre Robespierre. Au XIXème siècle, la gauche c'est le socialisme. Pas celui du PS. Le socialisme qui veut abolir le capitalisme et «socialiser» les moyens de production. Il y

a différentes tendances : une voie socialiste libertaire, qui veut abolir l'État sans attendre, et une voie socialiste plus autoritaire, qui veut passer par une dictature du prolétariat. Voilà, ça c'est la gauche. C'est l'Internationale et ses paroles appelant à faire «table rase» du passé, et invitant les «damnés de la terre» à se tenir «debout», qui dénonce l'armée et les possédants.

Il y a plus de 100 ans, la grande figure socialiste Jean Jaurès faisait des discours anticapitalistes et anti-militaristes. Et il était pourtant considéré comme un bourgeois modéré par les révolutionnaires de l'époque. Des socialistes comme Jules Guesde ou Jean Allemane aussi prônaient la fin du capitalisme. À la même époque, les premiers syndicats étaient fondés sur une ligne ouvertement révolutionnaire, qui visait l'abolition du patronat et de l'exploitation.

Plus tard, en 1981, François Mitterrand, pourtant issu de la droite, dénonçait encore les «monopoles» et le «capital». Évidemment, il y a les paroles et les actes, et la gauche a souvent trahi dans son histoire. Mais cela veut dire que même quand Mélenchon, venu du PS, s'énerve un peu, ça reste de l'eau tiède par rapport aux basiques de la gauche. Ce n'est pas LFI qui s'est «radicalisée», c'est tout l'échiquier politique qui s'est droitisé.

Mais alors, et l'extrême gauche ?

C'est une force qui se situe en-dehors du champ parlementaire. En résumé, l'extrême gauche prône la révolution par la rue et la lutte, un monde libéré des dominations et de l'exploitation. La base commune, c'est la collectivisation des moyens de production – on prend les usines, les richesses, et on les redistribue – l'abolition de l'État et de la police, la fin de l'argent. L'autogestion au travail : pas de patrons mais, par exemple, des comités de travailleurs qui gèrent eux-mêmes leur production. La fin de l'armée et des frontières, l'internationalisme.

Une partie de l'extrême gauche prône encore la dictature du prolétariat, une autre une révolution sans autorités. Et puis, plus loin, en-dehors du champ politique traditionnel, il y a les anarchistes, les autonomes, les mouvements d'occupation... Il y a

de nombreux courants et de nombreuses nuances, très très éloignées de la France Insoumise, du NFP, et autres courants qui sont en réalité sociaux-démocrates.

Et la France Insoumise ?

Prenons quelques lignes dans son programme. Le mouvement veut augmenter les salaires ? Ce n'est même pas une mesure spécifiquement «de gauche» : cela stimule la croissance économique. L'idée est de mieux payer les travailleurs pour qu'ils puissent consommer plus. Une partie du patronat est d'accord avec ça : Ford avait augmenté les salaires de ses ouvriers pour qu'ils puissent acheter des voitures. L'économiste Keynes inspire le «New Deal» aux États-Unis dans les années 1930 : baisse du chômage, investissement public, protections sociales. Cela n'a rien d'anticapitaliste ni d'extrême gauche.

Renationaliser les services publics ? Pas vraiment «extrême», c'est ce qu'a fait le gouvernement Gaulliste dans l'après-guerre. Quand LFI dit qu'il faut soutenir les services publics, c'est une mesure d'urgence, car les gens ne pourront bientôt plus manger ou se soigner. Faire stagner les salaires alors que l'inflation explose comme le fait Macron, c'est du néolibéralisme dans sa version hardcore. Cela revient à organiser délibérément l'appauvrissement du plus grand nombre, la paupérisation et la prolétarisation de la part exploitée de la population. C'est criminel. Et «extrême» pour le coup.

Soutenir la Palestine ? Cela n'a rien d'extrême, c'est simplement l'application du droit international et le respect des innombrables résolutions de l'ONU depuis des décennies. En réalité, les extrémistes sont ceux qui soutiennent et arment un génocide, ceux qui pactisent avec un gouvernement sioniste ouvertement suprémaciste, criminel et guerrier, ceux qui protègent des fascistes poursuivis pour des crimes contre l'humanité.

La position de LFI est même modérée : elle est globalement la même que celle de Chirac ou De Villepin il y a 30 ans. Idem sur le reste des questions internationales. LFI prône la «souveraineté» française, appelle à ne pas se soumettre systématiquement aux

USA, à éviter de s'aligner sur un bloc ou l'autre. Cela n'a rien d'original, c'est la position qu'a eu la droite française pendant toute l'après seconde guerre mondiale ! Nous sommes désormais un pays tellement soumis aux USA et aligné sur le colonialisme israélien que nous l'avons oublié.

Une position «d'extrême gauche» sur ces sujets, ce serait la construction d'un véritable internationalisme révolutionnaire, le soutien matériel aux luttes de libération anticolonialistes, la construction d'une alliance des peuples contre les empires et les États, une position ferme contre les armées et les guerres impérialistes, le combat contre les frontières...

Radicaliser le débat vers la droite

Bref, le Ministère de l'Intérieur tente de repeindre un parti dont les positions sont classiquement de gauche en ennemi dangereux qui aurait le couteau entre les dents. C'est une façon de tirer le spectre politique et économique toujours plus loin vers l'extrême droite et les idées ultra-libérales.

Car si taxer les ultra-riches est «d'extrême gauche», si soutenir les droits de l'Homme et les déclarations de l'ONU est considéré comme «radical», alors l'anticapitalisme et l'anticolonialisme deviennent des tendances de turbo-méga-gauche. Et l'idée même d'une révolution est alors d'une radicalité inimaginable. De fait, ce classement fantaisiste est une façon de marginaliser tout un pan des idées économiques et sociales. Si le Ministère de l'Intérieur veut être cohérent, même la République qui repose en principe sur l'héritage de la Révolution et le triptyque «Liberté, Égalité, Fraternité» devrait donc être classée à l'extrême gauche.

Le pouvoir en place et ses médias tentent de renverser le sens des mots. Marine Le Pen et son parti issu du pétainisme ne sont plus qualifiés «d'extrême droite». Les médias l'appellent «droite nationale», et un ancien ministre comme Bruno Le Maire a même décrit le RN comme un parti «marxiste». Le «front républicain» qui s'opposait au Front National en 2002 s'est retourné. Le nouvel «arc républicain» va de Macron aux pétainistes, et s'oppose à un spectre considéré comme «anti-républicain» qui s'étend désormais

des libertaires à la gauche électorale.

Alors rappelons-le sans cesse : l'extrême gauche, la vraie, est très diverse, mais depuis les origines, le syndicalisme, le marxisme et les courants libertaires sont d'accord sur quelques points essentiels : récupérer TOUTE la richesse des exploités, mettre en commun les moyens de production, mettre fin au salariat et pourquoi pas, dans la foulée, abolir l'État et l'argent. Il serait temps de réaffirmer ces idées, qui mettaient d'accord des dizaines de millions de personnes jadis, et qui permettraient de tirer enfin la fenêtre d'Overton de notre côté.